SÉNAT DE BELGIQUE.

Projet de Loi qui ouvre au Département des Finances des crédits pour faire face aux dépenses résultant de l'exécution de l'art. 64 du traité du 5 novembre 1842.

(Voir le n° 339, session 1844-1845, et le n° 183, session 1846-1847 de la Chambre des Représentants.)

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut :

Les Chambres ont adopté et nous sanctionnons ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE.

Il est ouvert au Département des Finances, pour faire face au complément des dépenses résultant de l'exécution de l'art. 64 du traité du 5 novembre 1842 :

- 1° Un crédit de sept mille huit cents francs (7,800 francs), qui formera l'art. 1^{er} du chap. VII du Budget de ce Département, pour l'exercice 1845 ;
- 2° Un crédit de six mille francs (6,000 francs), qui formera l'art. 2 du même chapitre.

Bruxelles, le 5 Mars 1847.

Le Président de la Chambre des Représentants,
(Signé) LIEDTS.

Les Secrétaires,
(Signés) J. VAN CUTSEM.
H. M. HUVENERS.